



PRÉFET DE L'EURE

ARRÊTÉ N° D1-B1-16-213 modifiant l'arrêté préfectoral n°D3/B4-06-177 du 29 juin 2006 et autorisant la société GSM à exploiter une carrière sur la commune de Saint-Pierre-d'Autils

Le Préfet de l'Eure
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu :

- le Code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;
- la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- le décret du 31 juillet 2014 du Président de la République nommant monsieur René BIDAL, préfet de l'Eure ;
- le décret du 5 février 2015 du Président de la République nommant Madame Anne LAPARRE-LACASSAGNE, secrétaire générale de la préfecture de l'Eure ;
- l'arrêté préfectoral SCAED-15-02 du 9 mars 2015 donnant délégation de signature à Madame Anne LAPARRE-LACASSAGNE, secrétaire générale de la préfecture de l'Eure ;
- l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières ;
- l'arrêté ministériel du 09 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- l'arrêté préfectoral n°D3/B4-06-177 du 29 juin 2006 autorisant la Société GSM à exploiter une carrière sur la commune de Saint-Pierre-d'Autils ;
- l'arrêté préfectoral n°D3/B4-07-124 du 22 juin 2007 relative à la modification des conditions de suivi des eaux souterraines ;
- l'arrêté préfectoral n°D1-B1-15-10 du 13 janvier 2015 modifiant l'article 2.3 « Accès à la voirie » de l'arrêté n° D3/B4-06-177 du 29 juin 2006 ;
- la demande reçue le 11 décembre 2015, complétée le 12 janvier 2016 et présentée par la société GSM concernant la demande de prolongation d'exploitation et la modification des conditions de réaménagement ;
- l'avis du maire du 3 novembre 2015 ;
- la délibération du conseil municipal du 22 décembre 2015 ;
- la promesse de convention de foretage entre le propriétaire et la société GSM du 10 décembre 2001 et 15 janvier 2002 ;

le « suivi ornithologique du réaménagement de la carrière de Saint-Pierre-d'Autils » de la LPO (ligue de protection des oiseaux) ;
le rapport de l'inspecteur des installations classées du 28 janvier 2016 ;
l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) du 29 février 2016 ;
le projet d'arrêté complémentaire porté le 1^{er} mars 2016 à la connaissance du demandeur ;
l'absence d'observation de l'exploitant sur ce projet par mail du 2 mars 2016 ;

Considérant :

que par demande du 8 décembre 2015, la société GSM, dont le siège social est situé à Les Technodes – 78931 Guerville, a sollicité l'autorisation de prolonger l'exploitation de sa carrière sur la commune de Saint-Pierre-d'Autils,
que l'arrêté préfectoral initial n°D3/B4-06-177 du 29 juin 2006 autorise la société GSM à exploiter une carrière sur la commune Saint-Pierre-d'Autils jusqu'au 28 juillet 2016,
que la société GSM n'a pas finalisé la mise en place d'un dispositif de drainage permettant de restituer les caractéristiques des écoulements de la nappe au droit du site, que ce dispositif doit faire l'objet d'un transfert de consignes au propriétaire des terrains lui permettant d'entretenir l'ouvrage,
que le réaménagement du site est inachevé (remblaiement, plantations,...),
que les conclusions du « suivi ornithologique du réaménagement de la carrière de Saint-Pierre-d'Autils » de la LPO (ligue de protection des oiseaux) de septembre 2015 qui préconise le non semis des zones de prairies, le maintien de la zone humide, et la non plantation des Saules en bordure de la mare,
que la demande de modification sollicitée par la société GSM jusqu'au 28 juillet 2018 n'entraîne pas de modification des seuils de la nomenclature ICPE, ni d'augmentation des capacités d'exploitation visées dans l'arrêté préfectoral n°D3/B4-06-177 du 29 juin 2006,
que cette demande de prolongation n'est pas considérée comme une modification substantielle, et de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement,
que la société GSM a déjà constitué des garanties financières et qu'elles sont à constituer jusqu'à la fin de la prolongation de fonctionnement demandée, soit jusqu'au 28 juillet 2018,
qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R. 512-31 du Code de l'environnement et de prescrire les mesures propres à sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement,

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture

ARRETE

Article 1^{er}

La société GSM est tenue de respecter, pour la carrière de Saint-Pierre-d'Autils, les prescriptions des arrêtés préfectoraux n° D3/B4-06-177 du 29 juin 2006, n°D3/B4-07-124 du 22 juin 2007 et n°D1/B1/11/152 du 14 mars 2011. Les prescriptions de ces arrêtés préfectoraux sont complétées ou remplacées par celles du présent arrêté.

Article 2

L'article 1.1 « Installations autorisées » de l'arrêté préfectoral n° D3/B4-06-177 du 29 juin 2006 est remplacé par :

La société GSM dont le siège social est situé Les Technodes - B.P. 2 – 78931 Guerville, est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert en eau, de tout-venant, sur la commune de Saint-Pierre-d'Autils, au lieu-dit « Le Plaquis » (Voir annexe n° 1).

L'activité exercée relève de la rubrique suivante de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Nature des activités	Caractéristiques	Numéro de la rubrique	Classement
Exploitation de carrières	Superficie demandée : 24 ha 77 a 27 ca Superficie exploitable : 15 ha 75 a 02 ca 1. production moyenne annuelle : 200 000 t 2. production maximale annuelle : 400 000 t	2510-1	Autorisation
Station de transit des produits minéraux solides	10 000 m ²	2517-2	Déclaration

Rubriques de classement au titre de la loi sur l'eau (pour mémoire) :

Nature de l'activité	Caractéristiques	Rubrique de la nomenclature	Classement
Prélèvement en nappe d'accompagnement du fleuve	1200 m ³ /h	2.1.0	Autorisation
Rejet dans les eaux superficielles	1200 m ³ /h	2.2.0	Déclaration
Forage en vue d'effectuer un prélèvement temporaire dans la nappe d'accompagnement du fleuve		1.1.0	Déclaration

L'exploitation est réalisée conformément aux plans et documents du dossier de demande d'autorisation initial ainsi qu'aux plans et documents des dossiers modificatifs.

Article 3

L'échéance du droit d'exploiter la carrière sise sur la commune de Saint-Pierre-d'Autils par la société GSM, spécifiée à l'article 1.2. « Périmètre et durée de l'autorisation » de l'arrêté préfectoral n° D3/B4-06-177 du 29 juin 2006, est prorogée d'une durée de **deux ans**, soit **jusqu'au 28 juillet 2018**.

Article 4

Le chapitre 6 « Garanties financières et fins de travaux » de l'arrêté préfectoral n° D3/B4-06-177 du 29 juin 2006 est remplacé par :

« Article 6.1. Objet des garanties financières »

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 1.1 « Installations autorisées » de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux de remise en état maximale du site par une entreprise extérieure.

Ces garanties financières, qui n'ont pas vocation à indemniser les tiers qui auraient été victimes des activités exercées dans l'établissement, feront l'objet d'un contrat écrit avec un établissement de crédit ou d'une société d'assurance.

« Article 6.2. Montant des garanties financières »

L'autorisation étant sollicitée jusqu'au 28 juillet 2018, une dernière période doit être considérée. Le tableau ci-dessous indique les valeurs des différents paramètres et le montant des garanties financières proposé pour la dernière période :

	Période jusqu'au 28/07/18
S1 (en ha)	0,6224
S2 (en ha)	0
L (en m)	0
Montant des garanties financières (en euros TTC)	10 667,00 €

L'indice TP01 retenu pour le calcul est celui d'octobre 2015 (en base 2010): 103,6, soit 676,9742 (en base 1974), après application du coefficient de raccordement de 6,5345.

Le taux de TVA pris en compte dans les calculs est celui applicable en janvier 2016 : 20 %.

L'exploitant est tenu d'informer annuellement le préfet de l'Eure de l'avancement des travaux de remise en état.

« Article 6.3. Établissement des garanties financières »

La société GSM fournira au préfet de l'Eure, dans un délai de **deux mois** à compter de la notification du présent arrêté, un document attestant de la constitution de garanties financières établies dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

« Article 6.4. Renouvellement des garanties financières »

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

Avec ce document, l'exploitant transmettra un bilan circonstancié de l'état d'avancement de la remise en état du site de la phase en cours.

« Article 6.5. Actualisation des garanties financières »

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans, au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

L'indice TP01 de référence I_r est celui d'octobre 2015 : 103,6 ; soit 676,9742 (en base 1974), après application du coefficient de raccordement de 6,5345.

Le taux de TVA de référence TVA_r est celui applicable à la date de notification du présent arrêté.
La formule d'actualisation du montant des garanties financières est la suivante :

$$C_n = C_r * (I_n / I_r) * (1 + TVA_n) / (1 + TVA_r)$$

C_n étant le montant des garanties financières à provisionner à l'année n , I_n et TVA_n étant respectivement l'indice TP01 et la TVA au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

« Article 6.6. Révision du montant des garanties financières »

Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, au mode et au rythme d'exploitation ou toute autre modification susceptible de conduire à une variation des coûts de remise en état, devra être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui pourra exiger la constitution de garanties financières complémentaires avant tout début de mise à exécution du projet modifié.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières (augmentation du coût de remise en état) doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières et nécessite une révision du montant de référence des garanties financières.

« Article 6.7. Absence de garanties financières »

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du Code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.514-1 de ce code. Conformément à l'article L.514-3 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

« Article 6.8. Appel des garanties financières »

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention des mesures prévues à l'article L.514-1 du Code de l'environnement ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

« Article 6.9. Levée de l'obligation des garanties financières »

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 à R.512-39-6 du Code de l'environnement, par l'inspecteur des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

« Article 6.10. Fin de travaux »

L'exploitant adresse au préfet et en trois exemplaires, six mois avant la date d'expiration de l'autorisation, une notification de fin d'exploitation et un dossier comprenant :

- le plan à jour de l'exploitation (accompagné de photos),
- le plan de remise en état définitif,
- un mémoire sur l'état du site.

De plus, l'ensemble des terrains est nettoyé, tout déchet ou produit polluant est valorisé ou éliminé dans des installations dûment autorisées, les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site sont supprimées.

Article 5

Le chapitre 4 « Remise en état » de l'arrêté préfectoral n° D3/B4-06-177 du 29 juin 2006 est remplacé par :

L'exploitant est tenu de remettre en état, au fur et à mesure de l'exploitation, le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

Le réaménagement des terrains sera effectué conformément :

- aux plans et documents joints au dossier de demande d'autorisation initiale,
- au dossier de demande de modification reçu le 11 décembre 2015,
- aux plans figurant en annexe n° 3 du présent arrêté.

Cette remise en état consistera à un remblaiement par des matériaux inertes (en partie, extérieur au site) et un aménagement paysager.

Le réaménagement prévu vise à améliorer les conditions d'écoulement des crues de la Seine, en constituant un chenal d'écoulement dans l'axe central de la zone réaménagée et un passage busé (trois buses seront implantées, de dimensions 2 m x 1,50 m sur une longueur de 30 m) sous le chemin aménagé hors crues permettant l'accès aux berges. Ce chenal d'écoulement d'une largeur de 50 m sera à la cote 14 m NGF.

Un drain sera mis en place au fur et à mesure des opérations de comblement parallèlement à la voie ferrée. Ce drain acheminera l'eau jusqu'à la Seine. Ce dispositif permet de restituer les caractéristiques des écoulements de la nappe au droit du site. Ce dispositif comprend un drain principal de 200 mm de diamètre au minimum assurant un débit de drainage de l'ordre de 1500 m³/jour en amont hydraulique de l'exploitation visant à éliminer l'effet barrage du remblaiement et à limiter les effets géotechniques sur le remblai ferroviaire tout en préservant la zone humide. Un plan localisant ce drain est joint en annexe.

L'exploitant s'assurera du bon entretien du drain pendant la durée de l'autorisation, et fournira au propriétaire des terrains les transferts de consignes lui permettant d'entretenir l'ouvrage. Cet entretien fera l'objet de servitudes.

Avant la réalisation du passage busé, l'exploitant étudiera la possibilité d'assurer le déroulement du cycle biologique du brochet, notamment par le calage du passage busé (liaison avec la Seine, temps de ressuyage). Cette étude sera transmise au moins 6 mois avant le début de la phase 3, au cours de laquelle seront réalisés les travaux, et soumise à l'avis de la direction régionale de l'environnement.

Le terrain remis en état atteindra la cote maximale de + 16,50 m NGF en bord de Seine et de voie ferrée (entre 16 et 16,50 m) et la cote minimale de + 13 m NGF afin de reconstituer une zone humide.

Aucun arbre ne devra être planté à moins de 6 m de la voie ferrée.

La plantation d'arbres ou de haies en limite de parcelles ne peut se faire qu'à une distance de 9,75 m par rapport à la berge.

Les plantations seront privilégiées sur les zones hors crues. Deux masses arborescentes (saules, peupliers noirs*, érables sycomores) seront situées aux extrémités Nord et Sud du remblai proche de la voie ferrée. Des haies irrégulières seront constituées soulignant les bordures des zones remblayées par des espèces arbustives (Prunelier (*ou épine noire*), églantier, sureau, érable champêtre viorne, fusain).

* : *mélange clonal Seine Plaine*.

Le réaménagement final comprendra également le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site. Les produits polluants ainsi que les déchets seront valorisés ou éliminés dans des installations dûment autorisées.

Article 6

L'annexe 3 « Plan de réaménagement final » de l'arrêté préfectoral n° D3/B4-06-177 du 29 juin 2006 est remplacé par le plan joint au présent arrêté.

Article 7

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.

Un extrait dudit arrêté, énumérant les prescriptions et faisant connaître que copie dudit arrêté est déposée en mairie et peut y être consulté par tout intéressé, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès verbal de ces formalités est adressé à la préfecture.

Un extrait est affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Un avis est inséré aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

Un avis est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Eure.

Article 8

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'arrêté leur a été notifié ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de l'arrêté, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 9


Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement, le maire de Saint-Pierre-d'Autils sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie dudit arrêté est également adressée :

- au sous-préfet des Andelys,
- à l'inspecteur des installations classées (DREAL – UDE),
- à la directrice départementale des territoires et de la mer de l'Eure (DDTM),
- au délégué départemental de l'agence régionale de santé de Haute-Normandie (ARS),
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- à la directrice de la prévention et de la sécurité civile de la préfecture de l'Eure.

Évreux, le – 4 MARS 2016

pour le préfet et par délégation
la secrétaire générale de la préfecture



Anne LAPARRE-LACASSAGNE

